



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 13 mars 2024 – N° 105

Neuf heures quarante

Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Rivière-du-Loup–Témiscouata sur le sujet suivant : *Tourisme Rivière-du-Loup–Témiscouata–Les Basques.*
- Le député de Viau sur le sujet suivant : *Souligner le 30^e anniversaire de Mon Resto Saint-Michel.*
- Le député de Masson sur le sujet suivant : *Hommage à une athlète de Masson.*
- Le député de Maurice-Richard sur le sujet suivant : *À la défense des droits des personnes âgées, l'AQDR Ahuntsic–Saint-Laurent et l'AQDR Montréal-Nord.*
- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *Des honneurs verts pour le Manoir Richelieu!*
- La députée de D'Arcy-McGee sur le sujet suivant : *Souligner la Journée nationale de promotion de la santé mentale positive.*
- La députée de Saint-François sur le sujet suivant : *Hommage à M. Jean Lippé, fondateur du Seuil de l'Estrie.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Bravo pour l'activité du mois des femmes à la Chambre de Commerce et de l'Industrie du Haut-Richelieu.*
- La députée de Lotbinière-Frontenac sur le sujet suivant : *Nouvelle ressource communautaire dans la MRC des Appalaches.*
- Le député d'Abitibi-Est sur le sujet suivant : *Geste héroïque de M. David Leblond.*
- Le député de Portneuf sur le sujet suivant : *La neuromyéélite optique, une maladie méconnue.*
- La députée de Roberval sur le sujet suivant : *Les 20 ans du Village sur glace de Roberval.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) **documents**
 b) **rapports de commissions**
 c) **pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Débat sur la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.
- 2) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2025 déposés par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le **12 mars 2024** et renvoyés en commission plénière en vue de l'adoption d'un quart de ces crédits.

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 3) Projet de loi n° 32
Loi instaurant l'approche de sécurisation culturelle au sein du réseau de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit le 9 juin 2023
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **14 septembre 2023**
- 4) Projet de loi n° 45
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin principalement de renforcer la protection de l'intégrité des personnes dans les loisirs et les sports
Présenté par la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air le **6 février 2024**

- 5) Projet de loi n° 50*
Loi édictant la Loi sur la sécurité civile visant à favoriser la résilience aux sinistres et modifiant diverses dispositions relatives notamment aux centres de communications d'urgence et à la protection contre les incendies de forêt
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **31 janvier 2024**

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 6) Projet de loi n° 51
Loi modernisant l'industrie de la construction
Présenté par le ministre du Travail le **1^{er} février 2024**
- 7) Projet de loi n° 53
Loi édictant la Loi sur la protection contre les représailles liées à la divulgation d'actes répréhensibles et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, le **15 février 2024**

Étude détaillée en commission

- 8) Projet de loi n° 30
Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier
Présenté par le ministre des Finances le 7 juin 2023
Principe adopté le **12 septembre 2023**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 9) Projet de loi n° 37
Loi sur le commissaire au bien-être et aux droits des enfants
Présenté par le ministre responsable des Services sociaux le 26 octobre 2023
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 13 février 2024
Principe adopté le **14 février 2024**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 10) Projet de loi n° 44
Loi modifiant principalement la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation en matière de recherche
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie le 7 février 2024
Principe adopté le **20 février 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

- 11) Projet de loi n° 46
Loi sur l'amélioration de la protection des enfants dans les services de garde éducatifs
Présenté par la ministre de la Famille le 7 décembre 2023
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 7 février 2024
Principe adopté le **8 février 2024**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 12) Projet de loi n° 47
Loi visant à renforcer la protection des élèves
Présenté par le ministre de l'Éducation le 6 décembre 2023
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 1^{er} février 2024
Principe adopté le **6 février 2024**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 13) Projet de loi n° 48
Loi modifiant principalement le Code de la sécurité routière afin d'introduire des dispositions relatives aux systèmes de détection et d'autres dispositions en matière de sécurité routière
Présenté par la ministre des Transports et de la Mobilité durable le 8 décembre 2023
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 13 février 2024
Principe adopté le **20 février 2024**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 14) Projet de loi n° 49
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 21 mars 2023 et à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le 8 février 2024
Principe adopté le **20 février 2024**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 15) Projet de loi n° 52
Loi permettant au Parlement du Québec de préserver le principe de la souveraineté parlementaire à l'égard de la Loi sur la laïcité de l'État
Présenté par le ministre responsable de la Laïcité le 8 février 2024
Principe adopté le **20 février 2024**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

- 16)** Projet de loi n° 54
Loi donnant suite à la Table Justice-Québec en vue de réduire les délais en matière criminelle et pénale et visant à rendre l'administration de la justice plus performante
Présenté par le ministre de la Justice le 20 février 2024
Principe adopté le **12 mars 2024**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

- 17)** Projet de loi n° 42
Loi visant à prévenir et à combattre le harcèlement psychologique et la violence à caractère sexuel en milieu de travail
Présenté par le ministre du Travail le 23 novembre 2023
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 6 février 2024
Principe adopté le 7 février 2024
Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **22 février 2024**

Adoption

- 18)** Projet de loi n° 41
Loi édictant la Loi sur la performance environnementale des bâtiments et modifiant diverses dispositions en matière de transition énergétique
Présenté par le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs le 22 novembre 2023
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 6 février 2024
Principe adopté le 8 février 2024
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement adopté le **12 mars 2024**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 19)** Projet de loi n° 190
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **1^{er} décembre 2022**

- 20) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **8 décembre 2022**
- 21) Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**
- 22) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**
- 23) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **2 février 2023**
- 24) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**
- 25) Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**
- 26) Projet de loi n° 198
Loi modifiant le Code civil afin d'assurer une plus grande protection aux locataires âgés contre les reprises de logement ou les évictions
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 février 2023**
- 27) Projet de loi n° 199
Loi visant une meilleure protection du consommateur contre les contrats de crédit abusifs
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **23 février 2023**

- 28) Projet de loi n° 390
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 29) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d'une école à projet particulier
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**
- 30) Projet de loi n° 392
Loi concernant la suspension de la délivrance de nouveaux claims miniers et mettant fin à la préséance des droits miniers et gaziers sur les autres usages du territoire
Présenté par la députée de Verdun le **18 avril 2023**
- 31) Projet de loi n° 393
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Verdun le **6 avril 2023**
- 32) Projet de loi n° 394
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**
- 33) Projet de loi n° 396
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d'y prévoir l'atteinte d'une capitalisation de 100 milliards de dollars
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**
- 34) Projet de loi n° 397
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**

- 35) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur l’instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d’adaptation ou d’apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l’école
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**
- 36) Projet de loi n° 399
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d’obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 37) Projet de loi n° 490
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l’Assemblée nationale
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**
- 38) Projet de loi n° 491
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**
- 39) Projet de loi n° 492
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **18 avril 2023**
- 40) Projet de loi n° 493
Loi modifiant la Loi sur l’immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l’immigration
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**
- 41) Projet de loi n° 494
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d’un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**
- 42) Projet de loi n° 495
Loi visant à lutter contre l’accaparement des terres agricoles
Présenté par la députée de Verdun le 26 septembre 2023
Reprise du débat ajourné au nom du député de Jonquière le **31 janvier 2024**

- 43) Projet de loi n° 496
Loi visant à reconnaître l’amiral blanc en tant qu’insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d’Argenteuil le **9 juin 2023**
- 44) Projet de loi n° 499
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par le député de Jean-Lesage le **5 octobre 2023**
- 45) Projet de loi n° 593
Loi modifiant le Code civil afin d’interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**
- 46) Projet de loi n° 596
Loi modifiant principalement la Loi sur l’aménagement et l’urbanisme afin de permettre aux municipalités d’adopter un règlement relatif au zonage différencié visant à accroître et à pérenniser l’offre de logements sociaux ou abordables
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 octobre 2023**
- 47) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement pour instaurer un droit d’initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l’indépendance du Bureau d’audiences publiques sur l’environnement
Présenté par la députée de Verdun le **1^{er} février 2024**
- 48) Projet de loi n° 599
Loi modifiant principalement la Loi sur le régime de rentes du Québec afin d’abolir la réduction de la rente de retraite de la personne qui bénéficie d’une rente d’invalidité entre 60 ans et 65 ans
Présenté par le député de Maurice-Richard le **20 février 2024**
- 49) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec afin de corriger une iniquité envers les retraités invalides
Présenté par la députée de La Pinière le 23 novembre 2023
Reprise du débat ajourné le **7 décembre 2023**
- 50) Projet de loi n° 691
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l’aide financière aux études
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **7 décembre 2023**

- 51) Projet de loi n° 693
Loi favorisant la contribution active à la société des prestataires du
Programme de solidarité sociale
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **22 février 2024**

Étude détaillée en commission

- 52) Projet de loi n° 194
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de
tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023
Principe adopté le **9 juin 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

- 53) Projet de loi n° 498
Loi proclamant la Journée nationale de l'érable
Présenté par le député de Beauce-Sud le 7 décembre 2023
Principe adopté le **21 février 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et
des ressources naturelles

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 54) Projet de loi n° 201
Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights
Présenté par la députée d'Argenteuil le **20 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 55) Projet de loi n° 203
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale
catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **19 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée.

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandats réglementaires

- Audition d'Hydro-Québec sur le chapitre 5 du rapport de décembre 2022 du Vérificateur général intitulé « Hydro-Québec : maintenance des actifs du réseau de distribution d'électricité ».
- Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux, du CISSS de la Montérégie-Centre et des CIUSSS de l'Estrie-CHUS et de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal sur le chapitre 2 du rapport de mai 2023 du Vérificateur général intitulé « Octroi de contrats de gré à gré : en vertu du décret d'urgence sanitaire, ou pour obtenir des places d'hébergement et de la main-d'œuvre indépendante ».
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion et sur ses engagements financiers.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 498**, Loi proclamant la Journée nationale de l'érable (mandat confié le 21 février 2024).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 45**, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin principalement de renforcer la protection de l'intégrité des personnes dans les loisirs et les sports (mandat confié le 12 mars 2024).
- **Projet de loi n° 50**, Loi édictant la Loi sur la sécurité civile visant à favoriser la résilience aux sinistres et modifiant diverses dispositions relatives notamment aux centres de communications d'urgence et à la protection contre les incendies de forêt (mandat confié le 12 mars 2024).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 201**, Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights (mandat confié le 20 avril 2023).

Mandats réglementaires

Interpellation :

- De la députée de Saint-Laurent au ministre responsable des Infrastructures sur le sujet suivant : *Les infrastructures au Québec : l'art d'échapper des grands projets* (avis donné le 22 février 2024).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 47**, Loi visant à renforcer la protection des élèves (mandat confié le 6 février 2024).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 44**, Loi modifiant principalement la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation en matière de recherche (mandat confié le 12 mars 2024).
- **Projet de loi n° 51**, Loi modernisant l'industrie de la construction (mandat confié le 12 mars 2024).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 44**, Loi modifiant principalement la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation en matière de recherche (mandat confié le 20 février 2024).

[COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES](#)

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 30**, Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier (mandat confié le 12 septembre 2023).
- **Projet de loi n° 49**, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 21 mars 2023 et à certaines autres mesures (mandat confié le 20 février 2024).

[COMMISSION DES INSTITUTIONS](#)

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 54**, Loi donnant suite à la Table Justice-Québec en vue de réduire les délais en matière criminelle et pénale et visant à rendre l'administration de la justice plus performante (mandat confié le 12 mars 2024).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 54**, Loi donnant suite à la Table Justice-Québec en vue de réduire les délais en matière criminelle et pénale et visant à rendre l'administration de la justice plus performante (mandat confié le 12 mars 2024).
- **Projet de loi n° 203**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 19 avril 2023).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 46**, Loi sur l'amélioration de la protection des enfants dans les services de garde éducatifs (mandat confié le 8 février 2024).
- **Projet de loi n° 52**, Loi permettant au Parlement du Québec de préserver le principe de la souveraineté parlementaire à l'égard de la Loi sur la laïcité de l'État (mandat confié le 20 février 2024).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 37**, Loi sur le commissaire au bien-être et aux droits des enfants (mandat confié le 14 février 2023).
- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 9 juin 2023).

Mandats d'initiative

- Les moyens facilitant le don d'organes ou de tissus, notamment l'instauration de la présomption de consentement au don d'organes et de tissus.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 48**, Loi modifiant principalement le Code de la sécurité routière afin d'introduire des dispositions relatives aux systèmes de détection et d'autres dispositions en matière de sécurité routière (mandat confié le 20 février 2024).

Partie 5
QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au feuillet du mercredi*

89) M. Morin (Acadie) – **30 janvier 2024**

À la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

L'enjeu des délais d'admission au Québec pour les personnes immigrantes est important. En effet, selon les dossiers en inventaire auprès du gouvernement fédéral et selon les cibles d'immigration déterminées par le gouvernement du Québec, il peut s'écouler plusieurs années entre l'acceptation d'un dossier par Québec et l'arrivée des personnes sur notre territoire.

La ministre pourrait-elle nous informer à nouveau sur le nombre de dossiers du Québec qui sont en attente auprès du ministère fédéral de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté du Canada, en offrant une ventilation par catégorie et par programme d'immigration afin de nous permettre de suivre l'évolution de ceux-ci?

93) M. Morin (Acadie) – **7 février 2024**

À la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor

Depuis maintenant de nombreuses années, l'Association des microbiologistes du Québec demande un meilleur encadrement de leur profession via la création d'un ordre professionnel.

La présidente du Conseil du trésor conviendra que les microbiologistes jouent un rôle de santé publique important, autant dans la sphère publique que dans la sphère privée.

Malheureusement, le manque d'encadrement permet à des personnes non qualifiées de se prétendre du titre de microbiologiste, posant ainsi un risque pour la santé et la sécurité de la population québécoise.

Un sondage datant du mois d'octobre 2023 démontrait que la population québécoise partageait les préoccupations de l'association quant aux risques liés à l'absence d'encadrement pour la sécurité et la santé de la population du Québec. En effet, c'est 96 % des répondants qui affirmaient être en accord avec la création d'un ordre professionnel pour les microbiologistes.

La présidente du Conseil du Trésor peut-elle nous indiquer l'avancement du processus de traitement de la demande de l'Association des microbiologistes du Québec visant la création de leur ordre professionnel?

95) M. Morin (Acadie) – **8 février 2024**

Au ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit

Un groupe de manifestants innus occupe un campement érigé au kilomètre 59 du chemin Domtar, au nord de Dolbeau-Mistassini.

Ils revendiquent des droits de regard sur l'exploitation des ressources naturelles sur leur territoire familial.

Une injonction a été donnée pour ordonner la levée du blocus sur le chemin. Cependant, la situation n'est pas réglée.

Quel est le plan du gouvernement afin d'entrer dans un dialogue constructif avec la communauté innue pour tenir compte de ses besoins?

97) Mme Lakhoyan Olivier (Chomedey) – **13 février 2024**

À la ministre du Tourisme

J'ai appris dans les dernières semaines la fin de la Classique internationale de canots de la Mauricie après 90 ans d'existence à cause de problèmes financiers. L'augmentation des coûts de déplacement et les risques liés aux intempéries ont contribué à ces enjeux, tout comme les années de pandémie.

Cet événement attirait plusieurs milliers de personnes le long de la rivière Saint-Maurice et apportait des retombées économiques pour les restaurants et commerçants de la région.

Est-ce que la ministre du Tourisme a un plan afin de sauver cet événement historique pour le tourisme en Mauricie?

98) Mme Nichols (Vaudreuil) – **15 février 2024**

Au ministre de l'Éducation

La pénurie d'enseignants est bel et bien réelle et ses impacts sont dévastateurs. La qualité des enseignements offerts à nos enfants est affectée, mais il y a pire. Dans de nombreux cas, les enseignements n'ont tout simplement pas lieu. Et qui dit « pas d'enseignement » dit « pas d'évaluation ».

C'est le cas de nombreux élèves de l'école secondaire Les Échos à Vaudreuil-Dorion. Dans leur bulletin de la 1^{re} étape de l'année scolaire 2023-2024, aucun résultat n'est inscrit en français pour la simple raison que les étudiants n'ont pas été évalués.

Ces élèves se préparent pour les études collégiales et sont fort inquiets des conséquences négatives sur leurs demandes d'admission. Est-ce que la moyenne de leurs notes sera négativement affectée? Est-ce que leur chance d'acceptation aux études collégiales est compromise?

En conséquence, nous demandons au ministre de l'Éducation de nous éclairer à ce sujet. Dans un premier temps, est-ce que le ministre pourrait nous expliquer pourquoi certains élèves n'ont pas été évalués?

Ensuite, est-ce que le ministre pourrait expliquer quelles mesures il compte mettre en place afin de ne pas pénaliser la moyenne générale des étudiants du secondaire, particulièrement des finissants?

Puis, afin de rassurer les étudiants et leurs parents, est-ce que le ministre pourrait confirmer que les demandes d'admission au CÉGEP seront acceptées malgré l'absence de certaines évaluations?

99) M. St-Pierre Plamondon (Camille-Laurin) – **20 février 2024**
À la ministre des Transports et de la Mobilité durable

La circonscription de Camille-Laurin est un point d'entrée majeur sur l'île de Montréal. Les travaux actuels au pont-tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine entraînent des répercussions significatives dans le quotidien de nos concitoyens, et ce, à plusieurs endroits.

Dans une lettre sans réponse transmise le 6 avril 2023, j'ai interrogé la ministre sur l'absence d'études justifiant la décision du ministère d'instaurer un sens unique sur Honoré-Beaugrand aux coins Souigny et Dubuisson. Cet aménagement amène à beaucoup d'incompréhensions et de frustration parmi les résidents du quartier.

Cette situation est d'autant plus problématique que la fermeture de la bretelle entre Souigny et l'autoroute 25 ramène un nombre important de véhicules sur le réseau local. Sur cet enjeu aussi, aucune justification n'explique une fermeture de la section jusqu'en 2025.

Or, comme j'en ai déjà parlé à la ministre à plusieurs reprises, la congestion routière est aussi problématique sur la rue Notre-Dame. Malgré des mobilisations citoyennes et des plaintes à répétition depuis des décennies, aucune mesure d'atténuation n'est mise en place pour réduire les nuisances liées au camionnage sur cet axe menant au port de Montréal.

Enfin, de manière générale, c'est l'absence de communication de la part du ministère sur tous ces enjeux qui provoque chez les citoyens une frustration qui se retrouve à notre bureau de circonscription, mais aussi de manière récurrente au conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

Mes questions sont donc les suivantes :

- Est-ce que la ministre des Transports et de la Mobilité durable peut envisager la réalisation d'une étude de circulation pour répondre à l'incompréhension de la population sur plusieurs décisions mentionnées dans cette lettre?
- Est-ce que la ministre des Transports et de la Mobilité durable peut organiser une rencontre d'information où les citoyens pourront poser leurs questions sur les enjeux de circulation dans le quartier?

100) Mme Nichols (Vaudreuil) – **22 février 2024**

Au ministre de la Santé

Le ministre de la Santé est au courant, la population de la grande région de Vaudreuil-Soulanges trouve incompréhensible sa décision unilatérale de construire un stationnement en surface au nouvel hôpital de Vaudreuil-Soulanges.

Plutôt que de construire un stationnement étagé tel qu'entendu au départ, le gouvernement a décidé d'aller de l'avant avec un immense stationnement de 5 hectares, en zone agricole.

Guy Pilon, le maire de la ville de Vaudreuil-Dorion, ainsi qu'Olivier Van Neste, le directeur général de cette même municipalité se sont publiquement manifestés contre cette décision. Tout comme la MRC de Vaudreuil-Soulanges, l'Union des municipalités du Québec, la Communauté métropolitaine de Montréal, la Chambre de commerce et d'industrie de Vaudreuil-Soulanges et le Conseil régional de l'environnement de la Montérégie.

Des représentants de nombreux organismes en protection de l'environnement vont dans le même sens. Notamment Marie-Janick Robitaille, professionnelle de recherche au département de géographie de l'Université Laval qui a collaboré à cartographier les îlots de chaleur autour du site du futur hôpital de Vaudreuil-Soulanges, Dany Doiron, associé de recherche au Centre de recherche du CUSM, ainsi que la Direction de la santé publique.

Nous apprenons, dans *La Presse* du 19 février 2024, que la Santé publique a émis un « avis scientifique », un « argumentaire de trois pages » daté d'avril 2019, ainsi que produit une « fiche » sur le stationnement responsable. Tous ces documents privilégient un stationnement étagé. Or, le ministre n'a jamais fait référence à ces nombreux documents allant à l'encontre de sa décision de maintenir le stationnement en surface. En conséquence, est-ce que le ministre de la Santé pourrait rendre publics les trois documents précédemment cités ainsi que tout autre document concernant la construction du stationnement du nouvel hôpital de Vaudreuil-Soulanges?

101) Mme Nichols (Vaudreuil) – **22 février 2024**

À la ministre des Transports et de la Mobilité durable

La population de la grande région de Vaudreuil-Soulanges trouve incompréhensible la décision unilatérale du gouvernement de construire un stationnement en surface au nouvel hôpital de Vaudreuil-Soulanges.

Plutôt que de construire un stationnement étagé tel qu'entendu au départ, le gouvernement a décidé d'aller de l'avant avec un immense stationnement de surface de cinq hectares, en zone agricole.

Compte tenu que le besoin en espace de stationnement à l'hôpital de Vaudreuil-Soulanges est directement lié à l'absence de réseau structurant dans la région, tel que constaté par l'expert Jean-Michel Champagne, est-ce que la ministre pourrait nous dire, dans un premier temps, comment et quand compte-elle améliorer son aide à la municipalité de Vaudreuil-Dorion, qui aura à bonifier son offre de service en transport collectif menant au nouvel hôpital?

Bien qu'attendu impatiemment depuis longue date, l'arrivée de l'hôpital de Vaudreuil-Soulanges va générer une circulation automobile fort importante. La configuration de la ville ne permettra pas de gérer tout ce trafic. Comme souligné dans l'article de *La Presse* du 19 février dernier intitulé « Un état exemplaire (quand ça adonne) », « cette place marginale faite au transport collectif est en effet incompréhensible. » Non seulement le futur pont de l'île-aux-Tourtes n'aura pas de voies réservées exclusivement au transport collectif, le projet de faire passer le REM sur le nouveau pont de l'Île-aux-Tourtes et de construire une station du REM dans la région de Vaudreuil-Soulanges semble au point mort. « Aberrant et inconcevable » selon le maire de Vaudreuil-Dorion, Guy Pilon. Sachant qu'il s'agit de deux comtés en explosion démographique, est-ce que la ministre pourrait expliquer sur quelles études le gouvernement et le promoteur du projet du REM, la CDPQ Infra, se sont basés pour écarter d'emblée la prolongation du REM vers Vaudreuil-Dorion?

102) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **22 février 2024**

Au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

En 2021, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a revu ses lignes directrices relatives à la qualité de l'air pour certains polluants atmosphériques majeurs : particules fines (PM 2.5 et PM 10), ozone, dioxyde d'azote, dioxyde de soufre et monoxyde de carbone.

Étant donné que le Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère (RAA) a été adopté en 2011, les normes applicables au Québec ont été comparées avec les valeurs de référence élaborées par l'OMS en 2005 et non avec celles élaborées en 2021.

En janvier 2023, le Groupe de travail sur les contaminants atmosphériques (GTCA), mis sur pied par le ministre, rend public son *Rapport sur le portrait de la qualité de l'air du secteur Limoilou-Basse-Ville, propositions de mesures d'atténuation et recommandations*. Le GTCA cible les particules fines comme étant des polluants prioritaires et particulièrement nocifs. Il a aussi jugé prioritaires les particules en suspension totales (PST). Le rapport *Mon environnement, ma santé*, présenté par la Direction de santé publique de la Capitale-Nationale le 13 mars 2023, pointe également les particules fines.

Notons que le RAA n'a aucune norme pour les PM 10, pas de norme annuelle pour les PM 2.5 ni pour les PST.

Le 6 février 2024, l'Association québécoise des médecins pour l'environnement a publié un *Cadre de référence pour un air sain*. Elle demande, entre autres, de mettre à jour le seuil de toxicité de certains polluants atmosphériques, dont les particules fines de 2.5 micromètres.

Questions à l'intention du ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs :

1. Le ministre compte-t-il suivre les recommandations des experts et revoir à la baisse les normes des particules (PM 2.5) ozone, dioxyde d'azote et dioxyde de soufre pour être en phase avec les nouvelles lignes directrices de l'OMS?
2. Le ministre prévoit-il fixer une norme (journalière et annuelle) pour les PM 10, toujours selon les valeurs guides de l'OMS?
3. Le ministre planifie-t-il d'ajouter une norme de haute saison pour l'ozone, une norme 24 heures pour le monoxyde de carbone et une norme annuelle pour les PM 2.5, toutes basées sur les valeurs guides de l'OMS?
4. Le ministre souhaite-t-il fixer une norme annuelle pour les particules en suspension totales?

103) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **22 février 2024**

Au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Le Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère (RAA) impose à l'exploitant d'un incinérateur un seul échantillonnage à la source par année. Selon la technique indiquée dans le Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles, la vérification des émissions de l'incinérateur doit se faire comme suit : trois échantillons de quatre heures par campagne par cheminée.

Également, le RAA ne rend pas obligatoire qu'une campagne d'échantillonnage comprenne un essai en démarrage des fours, alors que chaque démarrage est susceptible de provoquer des pics de pollution.

Le rapport du BAPE *L'état des lieux et la gestion des résidus ultimes*, publié en janvier 2022, évalue que « pour les incinérateurs, l'exigence du RAA de ne procéder minimalement qu'à un seul échantillonnage à la source par année des contaminants atmosphériques rejetés s'ils sont d'une capacité égale ou supérieure à 1 t/h est nettement insuffisante pour assurer le respect des normes. La commission d'enquête estime que le règlement devrait être révisé à cet effet pour permettre une appréciation fiable et représentative des fluctuations des émissions » (p. ix).

En janvier 2023, le Groupe de travail sur les contaminants atmosphériques (GTCA), mis sur pied par le ministre, renchérit dans son *Rapport sur le portrait de la qualité de l'air du secteur Limoilou-Basse-Ville, propositions de mesures d'atténuation et recommandations* : « Des préoccupations méthodologiques ont été soulignées au GTCA concernant la représentativité et la taille de l'échantillonnage des cheminées industrielles lors des tests de conformité. Ces préoccupations ont aussi été soulevées dans le cadre de l'audience publique du BAPE sur la gestion des résidus ultimes (BAPE, 2022). Des recommandations ont été présentées par le BAPE dans son rapport no. 364. Le GTCA s'en tient aux recommandations formulées à cet effet dans le rapport déjà transmis au MELCCFP (BAPE, 2022) » (p. 55).

Questions à l'intention du ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs :

1. Le ministre compte-t-il suivre les recommandations des experts et réviser le nombre d'échantillonnages obligatoires à la source afin d'augmenter la fréquence et la durée de surveillance des émissions atmosphériques des polluants rejetés par les installations d'incinération pour s'assurer d'une meilleure représentativité des échantillons ponctuels?
2. Le ministre va-t-il rendre obligatoire un certain nombre d'essais en démarrage des fours pour chaque campagne d'échantillonnage, toujours dans un objectif de rendre les échantillonnages ponctuels plus représentatifs?

104) M. Morin (Acadie) – **12 mars 2024**

Au ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit

Les 12 et 13 septembre derniers se sont tenues les consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 32, Loi instaurant l'approche de sécurisation culturelle au sein du réseau de la santé et des services sociaux.

Depuis ce temps, nous n'avons pas eu de nouvelles concernant ce projet de loi.

Est-ce que le ministre peut nous dire quelles sont ses intentions concernant l'avenir de ce projet de loi?

- 105) M. Ciccone (Marquette) – **12 mars 2024**
Au ministre de la Santé

Le 11 janvier dernier, un article de La Presse, intitulé « Vapotage — Y a des limites à se faire niaiser » faisait état que bien qu’il soit interdit de vendre des produits de vapotage comportant un parfum autre que celui du tabac depuis le 31 octobre 2023, la nouvelle réglementation du ministre de la Santé semble rater sa cible.

De nombreux dépanneurs et boutiques spécialisées se moquent de la réglementation en vendant une pléthore de « rehausseurs de saveur » qui se mélangent facilement aux « e-liquides » neutres. Considérant que de l’aveu de commerçants on ne sait pas exactement ce qu’il y a dans ces saveurs-là et que certains avancent la possibilité de produits potentiellement cancérigènes si inhalés, est-ce que le ministre a un plan pour s’assurer du respect de sa réglementation, mais surtout, pour protéger la santé des jeunes Québécois?

- 106) Mme Nichols (Vaudreuil) – **13 mars 2024**
À la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire

Comme la ministre le sait, les personnes en situation d’itinérance qui se prévalent des dispositions des logements subventionnés des programmes, tels que le Programme de supplément au loyer (PSL) ou les habitations à loyer modique (HLM), bénéficient d’un accompagnement social permettant une meilleure réintégration.

Or, les femmes victimes de violences conjugales n’ont, à l’heure actuelle, aucun levier pour les accompagner une fois qu’elles ont quitté le domicile familial. À l’heure actuelle, et compte tenu de la crise du logement, de nombreuses femmes se voient dans l’obligation de demeurer dans leur milieu toxique faute de logement abordable, mais surtout, inadéquat pour accueillir leur famille. À cet enjeu, comme mentionné, s’ajoute l’absence d’accompagnement lorsqu’elles intègrent un PSL ou un HLM, ce qui diminue énormément les chances de réussite.

Les conséquences sont désastreuses. Dans le comté de Vaudreuil, des femmes ont perdu leur privilège d’accès à du logement social, faute de soutien. Il y a fort à parier qu’elles et leurs enfants ont dû retourner dans leur milieu toxique où la violence règne.

Pour aider ces femmes et leurs enfants qui sont pris dans ces situations, nous demandons dans un premier temps à la ministre de nous expliquer quels sont les services offerts aux femmes victimes de violence conjugale qui refont leur vie dans des logements subventionnés.

De plus, y aurait-il moyen de bonifier l'offre d'accompagnement aux femmes victimes de violences conjugales et aux organismes chargés de la gestion des logements subventionnés?

107) Mme Ghazal (Mercier) – **13 mars 2024**
À la ministre de l'Enseignement supérieur

Depuis plus de trente ans, l'École nationale du meuble et de l'ébénisterie de Montréal (ENME) offre une formation collégiale unique en ébénisterie.

Dotée d'une équipe compétente et d'équipements modernes, l'ENME est un joyau. Les étudiants s'y épanouissent dans des programmes qui sont adaptés au réseau entrepreneurial et professionnel.

La décision du conseil d'administration du cégep de Victoriaville de fermer le campus de Montréal en 2027 semble mal avisée. Pour le bien de notre métropole et pour le bien de son rayonnement culturel et économique, il est impératif de trouver une solution à cette fermeture.

Penser que le réseau collégial de Montréal puisse perdre une telle institution est inconcevable. L'ENME assure une très grande part de la relève qui est de plus en plus nécessaire à l'industrie de la menuiserie au Québec.

L'ENME étant située dans la circonscription de Mercier, que je représente, je suis à même d'anticiper les impacts de cette fermeture qui seront sentis d'abord par le personnel enseignant, le personnel de soutien scolaire et les professionnels qui y travaillent, tout comme les étudiants. Mais cela affectera aussi largement le secteur du meuble dans son ensemble.

Ma question pour la ministre de l'Enseignement supérieur :

Est-ce que la ministre compte venir en aide à l'École nationale du meuble et de l'ébénisterie de Montréal pour qu'elle ne ferme pas? A-t-elle l'intention de proposer des alternatives pour garder ouverte cette école?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

- a) 12 septembre 2023
Loi visant à rendre accessibles les documents issus de l'enquête menée par le commissaire-enquêteur Bernard Grenier au sujet des activités illégales d'Option Canada à l'occasion du référendum de 1995 – *député de Camille-Laurin*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi sur le directeur parlementaire du budget – *député de Nelligan*